

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime  
et des Deux-Sèvres  
ZI de Périgny  
Rue Edmé Mariotte  
17180 Périgny

Périgny, le 13 février 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CHAUVET Père & Fils (Yves)**

Les Fontaines d'yves  
17340 Yves

Références : 0007201921/2026/80

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/02/2026 dans l'établissement CHAUVET Père & Fils implanté Les Fontaines d'yves 17340 Yves. L'inspection a été annoncée le 05/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHAUVET Père & Fils
- Les Fontaines d'yves 17340 Yves
- Code AIOT : 0007201921
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CHAUVET a été autorisée à exploiter la carrière située au lieu-dit « les fontaines » à Yves par arrêté préfectoral du n°98-2313-SE/BNS du 31 juillet 1998 pour une durée de 30 ans.

Il s'agit d'une exploitation de sables coquilliers sur une profondeur de 3 m dont 2 m sous eau. La remise en état prévoit 2 plans d'eau.

La production moyenne autorisée est de 50 000 t/an avec un maximum de 100 000 t/an. Elle est cependant bien inférieure à celle prévue par l'autorisation avec environ seulement 100 t/an en moyenne entre 2021 et 2024.

La carrière arrivera à échéance le 1<sup>er</sup> juillet 2028.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Identification / publicité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
2	GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 10/01/2011, article 1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	Suivant évolution du site
4	Portée de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 31/07/1998, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Échéance	Arrêté Préfectoral du 31/07/1998, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Interdiction d'accès en dehors des heures d'activité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 13	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit, dans un délai d'un mois, compléter le panneau d'affichage à l'entrée du site en y mentionnant l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté.

Il lui appartient également de renseigner, dans GEREP, les données qui n'ont pas été complétées à ce jour.

En cas de reprise de l'exploitation à un rythme plus soutenu avant le 1er juillet 2027, l'exploitant devra en informer préalablement l'inspection. Les garanties financières devront alors faire l'objet d'une réévaluation et d'une actualisation adaptées à la nouvelle situation.

Enfin, au regard de la date d'échéance de l'autorisation, l'exploitant est tenu d'anticiper soit le dépôt d'un dossier de renouvellement au moins deux ans avant cette échéance, soit, en cas de cessation définitive d'activité, de porter à la connaissance de Monsieur le Préfet la modification des conditions de remise en état et de recourir à un organisme compétent pour l'établissement des attestations réglementaires.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Identification / publicité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Identification / publicité
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
<b>Constats :</b>  Le panneau indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux est mis en place à l'entrée du site. L'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté n'est pas précisé.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>L'exploitant complètera sous 1 mois son panneau avec l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 2 : GEREP

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration annuelle
<b>Prescription contrôlée :</b>  « [...] L'exploitant d'une carrière visée à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III. »
<b>Constats :</b>  Les déclarations Gerep sont réalisées mais les tableaux TP1 et TP4 ne sont pas renseignés.  2021 => 50 tonnes 2022 => 0 tonnes 2023 => 150 tonnes 2024 => 180 tonnes  La production reste très inférieure au tonnage moyen autorisé de 50 000 t/an.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>L'exploitant devra compléter dans sa déclaration 2026 au titre de l'année 2025 les tableaux TP1 et</b>

<b>TP4 sur l'application GEREPE avant le 31 mars 2026.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/01/2011, article 1.1				
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Garanties financières				
<b>Prescription contrôlée :</b>				
1.1 Le tableau des montants des garanties financières de l'article 1.9.2 de l'arrêté préfectoral n° 05 – 2697 SE/BNS du 11 août 2005 est remplacé par le tableau suivant :				
Périodes	2009 - 2014	2014 - 2019	2019 - 2024	2024 - 2029
Montant € (T.T.C)	32750	42150	54184	71431
<b>Constats :</b>				
<p>Le dernier acte de cautionnement du 15 février 2024, d'un montant de 20 320 €, arrivera à échéance le 14 février 2029. Il a été calculé sur la base de l'arrêté de 1998 alors qu'il aurait dû être calculé sur la base de l'arrêté du 10 janvier 2011.</p> <p>Ce montant est inférieur à celui fixé par l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2011 pour la phase 1. L'exploitant indique que le montant provisionné correspond au calcul réglementaire, lequel permettrait, selon lui, d'assurer la remise en état du site au regard de l'état d'avancement de l'exploitation.</p> <p>Il est toutefois rappelé que le montant cautionné aurait dû correspondre à celui prévu dans l'arrêté préfectoral permettant d'assurer la remise en état maximale du site pour la phase 1, actualisé compte-tenu de l'évolution de l'index TP01.</p> <p>Compte tenu du très faible niveau d'exploitation constaté, de la fin de l'extraction prescrite au 1<sup>er</sup> juillet 2027 et de la remise en état demandée avant le 1<sup>er</sup> janvier 2028, il est proposé, à ce stade, de ne pas exiger la modification immédiate de l'attestation en vigueur.</p>				
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>				
<p><b>En cas de reprise de l'exploitation à un rythme plus soutenu avant le 1er juillet 2027, l'exploitant devra en informer préalablement l'inspection. Les garanties financières devront alors être réévaluées et actualisées en conséquence.</b></p>				
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites				
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant				
<b>Proposition de délais :</b> Suivant l'évolution du site				

#### N° 4 : Portée de l'autorisation

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/07/1998, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Tonnage extrait

**Prescription contrôlée :**

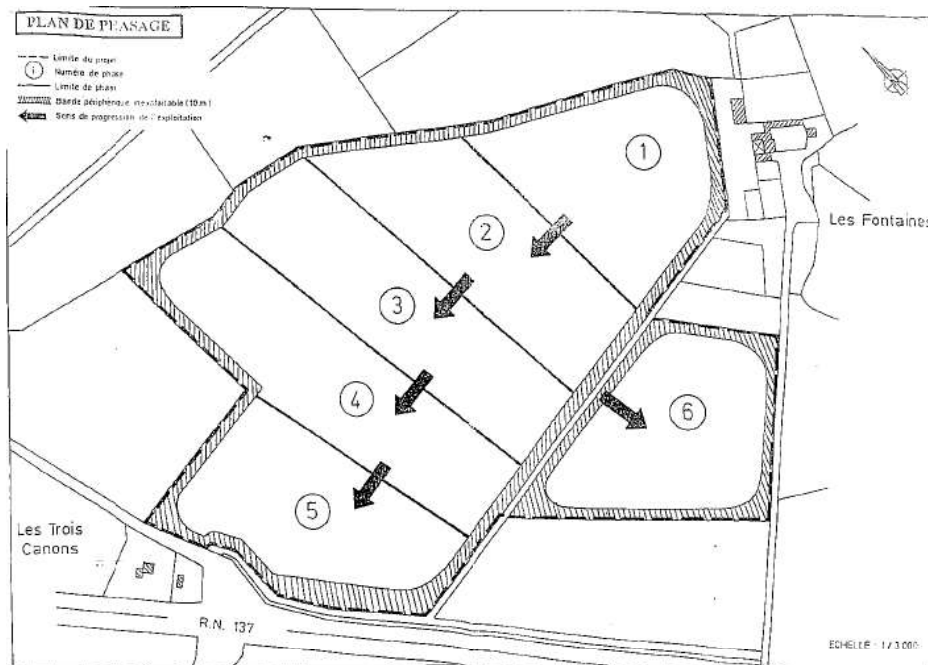
Le tonnage moyen de matériaux autorisé à être extrait est de 50 000 t/an avec un maximum de 100 000 t/an

### Constats :

La carrière arrivera à échéance le 1<sup>er</sup> juillet 2028 avec une fin d'extraction prescrite au 1<sup>er</sup> juillet 2027. Elle n'a pas été exploitée suivant le plan de phasage prévu. L'exploitation est toujours en phase 1.

L'extraction est limitée à quelques jours par an.

Sur les 34,2 ha sur lesquels porte l'autorisation moins de 1 ha a été exploité.



**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant informe l'inspection sous 1 mois de la suite envisagée pour son site.**

**Type de suites proposées : Avec suites**

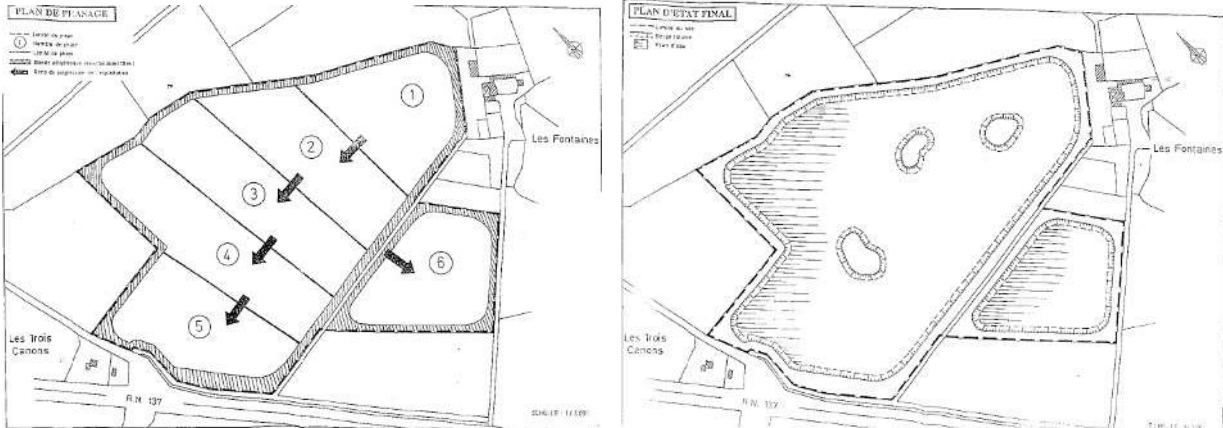
### Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais : 1 mois**

#### N° 5 : Interdiction d'accès en dehors des heures d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Interdiction d'accès en dehors des heures d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. [.....]
<b>Constats :</b>  L'accès au site est sécurisé par une barrière fermée à clé, sur laquelle est installé un panneau d'interdiction d'accès.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Échéance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/07/1998, article 8
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, cessation d'activité et remise en état
<b>Prescription contrôlée :</b>  « L'objectif final de la remise en état vise à réaliser deux plans d'eau [.....]. Les berges seront talutées en pente douce et les bandes périphériques végétalisées. La mise en exploitation de la phase n+2 est conditionnée à la remise en état de la phase n. Le schéma d'exploitation et de remise en état est annexé au présent arrêté. [.....]


<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué à l'inspection que l'exploitation ne se poursuivrait pas au-delà de la phase 1 jusqu'à l'échéance de l'autorisation.  Dans ces conditions, la remise en état finale du site sera différente de celle prévue dans le dossier initial.  En cas de projet de renouvellement de l'autorisation, il appartient à l'exploitant d'engager sans délai les démarches correspondantes.
--

En cas de cessation d'activité, l'exploitant devra porter à la connaissance de Monsieur le Préfet toute modification des conditions de remise en état. Il devra également, au moins six mois avant l'échéance de l'autorisation, recourir à une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués, ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, afin d'établir les attestations prévues aux articles R.512-39-1 et R.512-39-3 du Code de l'environnement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Compte tenu de la date d'échéance de l'autorisation, l'exploitant doit anticiper soit le dépôt d'un dossier de renouvellement au moins deux ans avant cette échéance, soit, en cas d'arrêt définitif, porter à la connaissance de Monsieur le Préfet la modification des conditions de remise en état et recourir à une entreprise compétente pour l'établissement des attestations réglementaires. Il informe sous 1 mois la suite envisagée pour son site.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois